



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## services à la personne

Question écrite n° 79357

### Texte de la question

M. Christian Paul attire l'attention de M. le Premier ministre sur la situation alarmante de l'aide à domicile auprès des personnes ou des familles en situation de fragilité ou de perte d'autonomie. Les employeurs de personnel d'aide à domicile et les élus locaux sont aujourd'hui très largement mobilisés car ils nourrissent de grandes inquiétudes sur l'avenir de l'aide à domicile face à : - la multiplication des intervenants (conseils généraux, CAF, CNAV), - les tensions entre l'exigence de qualification et les besoins croissants, - l'explosion des dépenses d'action sociale des conseils généraux qui ne reçoivent pas de compensations suffisantes de la part de l'État entraînant la dégradation des prestations fournies et des conditions de travail du personnel concerné, ainsi que de fortes inégalités d'accès aux aides à domicile. En outre, la réforme territoriale programmée par le Gouvernement et ses conséquences possibles sur les compétences et les financements de l'action sociale des collectivités locales prive de visibilité les acteurs de ce système. Les structures d'aides et de soins déjà fragilisées et saturées ne pourront sans doute bientôt plus faire face à l'explosion des demandes. Il demande au ministre de garantir l'aide à domicile par l'amélioration de sa coordination, et par une réponse budgétaire à la hauteur des besoins de plus en plus criants de la population.

### Texte de la réponse

Le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique a pris connaissance avec intérêt de la question relative à la situation, notamment financière, des services d'aide à domicile. L'aide à domicile est un sujet sur lequel le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique est particulièrement attentif. Ce secteur est complexe car il fait appel à des financements publics variés, ceux des conseils généraux, des caisses de retraites, auxquels s'ajoutent des exonérations fiscales et sociales, et à des financements privés, ceux des usagers. Les exonérations fiscales et sociales pour le secteur représentent par exemple à elles seules 6,6 MdEUR en 2009. Une table ronde sur le financement de l'aide à domicile a été organisée à la demande des ministres concernés par la direction générale de la cohésion sociale le 22 décembre 2009. Elle a permis de dresser un premier état des lieux des difficultés et des attentes du secteur. À la suite de cette table ronde, le ministre du travail, a souhaité avec la secrétaire d'État chargée des aînés et la secrétaire d'État chargée de la famille et de la solidarité, pouvoir lancer des travaux qui devront permettre de mieux appréhender l'origine des difficultés du secteur et de définir les améliorations susceptibles d'y remédier. À cet effet, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique a signé le 29 mars 2010 des lettres de mission à l'attention du directeur général de la cohésion sociale (DGCS) et du directeur de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA). La DGCS est ainsi chargée de l'animation d'un groupe de travail permettant d'établir un état des lieux territorialisé de l'offre de services d'aide à domicile. Cette cartographie a pour objectif de mieux appréhender les profils et les besoins des personnes aidées ainsi que de comparer les pratiques des départements en terme d'autorisation et de tarification. L'objectif est de disposer ainsi d'un « observatoire » sur ce secteur qui souffre d'un manque de données partagées, objectivées et disponibles pour tous. Ce groupe travaillera également sur l'efficacité des structures avec pour objectif de recenser et de proposer des solutions opérationnelles en termes de modernisation, de mutualisation et d'adaptation des services. La CNSA est quant à elle chargée d'animer un

groupe de travail sur le contenu qualitatif des plans d'aides qui sont mis en place pour le maintien à domicile des personnes âgées ou des personnes handicapées pour aboutir à des référentiels partagés entre les différents acteurs. Enfin, les trois inspections générales (IGAS, IGF et IGA) ont été saisies d'une mission large sur le financement et la tarification des services d'aide à domicile. Elle portera : sur les facteurs déterminant les coûts des prestations ; sur les règles de tarification ; sur la solvabilisation des besoins et des plans d'aide par l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la prestation de compensation du handicap (PCH) ; et sur les contrôles d'effectivité des dépenses publiques d'aide à domicile. L'ensemble de ces travaux devra être remis pour le 30 septembre 2010. D'ici là, le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique sera évidemment attentif aux difficultés signalées au plan local afin d'y répondre au mieux.

## Données clés

**Auteur :** [M. Christian Paul](#)

**Circonscription :** Nièvre (3<sup>e</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 79357

**Rubrique :** Services

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Travail, solidarité et fonction publique

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 25 mai 2010, page 5638

**Réponse publiée le :** 9 novembre 2010, page 12340